

PRUDENCE, PRUDENCE...

Y-a-t-il, en ce mois de février, matière à se réjouir ? A l'évidence, les choses vont mieux, mais il faut se montrer prudent car l'embellie constatée reste fragile. L'explosion des liquidités monétaires, et la volatilité des prix des matières premières sont toujours d'actualité. En vérité, on ne constate pas, ici et là, une reprise forte du crédit et de l'investissement des entreprises. Qui peut affirmer que le retour de la croissance est une chose désormais acquise ? Qui peut garantir sa force et sa durée ? Il suffisait de circuler dans les travées du forum de Davos pour percevoir le malaise presque palpable de certains. En vérité, les caractéristiques d'une reprise normale ne sont pas encore au rendez-vous, ce qui n'est pas étonnant si l'on veut bien se souvenir que la plupart des économies sont sous perfusion. Bref, le rebond de croissance constatée doit beaucoup aux plans de relance budgétaire mis en place par les différents gouvernements.

Qu'advient-il quand ils auront cessé de faire sentir leurs effets ? La question reste posée.

I. UNE EMBELLIE NE FAIT PAS LE PRINTEMPS

La démocratie ne se limite pas à des institutions, elle exige un esprit public apte à les faire vivre. De même, l'économie ne se réduit pas à des données brutes, à des matières premières, des capitaux, des rapports de production, elle suppose par-dessus tout, un pacte de confiance capable de mobiliser l'ensemble des énergies. « *Remettre le capitalisme au service de l'homme* »⁽¹⁾ peut sans doute contribuer à l'émergence de ce pacte. Pacte ô combien nécessaire, car la confiance reste malmenée par nombre d'incertitudes politiques, économiques et boursières. Bien sûr, il faut se féliciter des éclaircies qui nous viennent des États-Unis. Une consommation plus importante que prévue n'y est

sans doute pas étrangère. Au reste, le Fonds Monétaire International, vient de relever de près de un point, à 3,9 %, sa prévision de croissance mondiale pour 2010. Et le fort dynamisme des pays émergents, la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Indonésie en particulier, est à souligner. En somme, de nombreux indicateurs sont passés au vert, à commencer par la reprise du commerce international, la fin du déstockage des entreprises, et une certaine stabilisation des marchés immobiliers. Mieux, les statistiques ont fait état, en Allemagne, d'une hausse de 2,8 % des commandes industrielles, ce qui est une bonne nouvelle pour l'ensemble de la zone euro.

Pour autant, la vérité, si vérité il y a, est sans doute plus complexe. Souvent, le regard ne distingue qu'une partie du champ visuel, comme à travers un long tube : on aperçoit assez pour choisir un chemin, non pour mettre un panorama en perspective. Or, avec un peu de recul, on s'aperçoit bien vite que la croissance dépend encore pour une large part de la dépense publique. Olivier Blanchard, le chef économiste du FMI indiquait voilà peu : « *Nous ne distinguons pas encore de signes où la demande privée [la consommation, l'investissement] est prête à prendre le relais de la demande publique* ».

Un peu partout, notamment sur le vieux Continent, le niveau élevé du chômage et de la dette publique constituent de réels freins à la reprise. La fragilité du bilan des ménages engendre des réflexes d'épargne jusqu'alors inconnus, aussi bien en Allemagne qu'au Royaume-Uni, qui auront des conséquences négatives sur la consommation. Certains pays, fragilisés par une érosion continue de leur compétitivité, risquent l'asphyxie « pure et simple ». Pis, les bulles spéculatives menacent à nouveau dans le secteur de l'immobilier, des matières premières, et de la bourse où les mouvements de « carry trade » ont repris. Avons-nous

(1) Nicolas SARKOZY à Davos.

donc tiré les leçons de nos folles spéculations ? La sagesse n'est pas capricieuse comme la fortune, mais il faut se faire une raison, elle passe bien moins souvent...

II. RETRAITE : COURAGE ET PÉDAGOGIE

Sages, le sommes-nous ?

Certainement pas, s'agissant de notre dépense publique, vieux serpent de mer qui ne date pas d'hier. Déjà, au XVII^e siècle, la courbe s'infléchit : une fiscalité écrasante, rendue nécessaire par la constitution d'un appareil d'État tentaculaire, et par des dépenses de souveraineté excessives. L'initiative est découragée, un préjugé antiéconomique, qui écarte de l'activité marchande des élites figées, se répand comme une tâche d'encre sur un linge. Le 16 septembre 1969, dans un discours qui deviendra célèbre, Jacques Chaban-Delmas lance un vibrant message : « *L'État est tentaculaire et en même temps inefficace. Par l'extension indéfinie de ses responsabilités, il a peu à peu mis en tutelle la société française tout entière. Le renouveau de la France, après la Libération a consolidé une vieille tradition colbertiste et jacobine, faisant de l'État une nouvelle providence* ». L'histoire poursuit sa route inlassablement. Et on ne voit guère de changement de conduite et d'orientation. La dépense publique totale s'élève à plus de 1 000 milliards d'euros, 54 % du produit intérieur brut, un des pourcentages les plus élevés des pays développés ! La conférence sur le déficit, voulue par le chef de l'État est une bonne chose, mais déjà les décisions importantes et précises ont été renvoyées au mois d'avril...

Sages, nous ne le sommes pas non plus quand il s'agit d'élaborer des lois. Chacun le sait, trop de

lois, tue la Loi. Et pourtant, le nombre de textes trop nombreux, mal préparés et mal ficelés ne cesse d'enfler. Bien sûr, le réseau de la liberté et de l'initiative privée s'en trouve compromis, étouffé en quelque sorte par ce lacis inextricable de lois de décrets et de circulaires. Et ce qui était vrai hier, l'est toujours aujourd'hui. Songeant sans doute à tout cela, Jean Foyer, qui fut en son temps président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, inventa une expression : la « nomorrhée » qui exprime à la fois ce flux grandissant de normes et l'inquiétude qu'il éveille. Inquiétude justifiée, car des lois foisonnantes finissent par se retourner contre ceux pour lesquelles elles sont faites. Un grand quotidien du soir écrivait récemment : « *En 1980, les lois promulguées représentaient 632 pages. En 1990, ce chiffre s'élevait à 1 055 pages. En 2006, tous ces records ont été battus avec près de 2 000 pages* »⁽²⁾.

Sages, nous pouvons l'être, en revanche, s'agissant de nos régimes de retraites.

Les français sont beaucoup plus raisonnables qu'on veut bien le dire. On les présente volontiers comme rétifs à toute réforme, ne cessant de s'organiser non seulement comme si rien ne devait changer, mais pour que rien ne change.

En tout pays, et c'est bien normal, chacun renâcle devant certaines contraintes du temps. Mais pour peu qu'on sache trouver les mots justes, ils comprendront l'urgence de la situation. Un gouvernement courageux, une opinion pragmatique, des syndicats responsables. Ce triumvirat existe ; il doit permettre à notre pays de s'engager sur la voie d'une réforme juste et nécessaire.

(2) *Le Monde* – 27/01/2010